

Le pouvoir aux travailleurs

28 FEV 2001

N°80

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LAURENT GBAGBO : " JE VEUX HUIT MOIS DE PAIX POUR RELEVER LE PAYS"? QUELLE "PAIX" ET POUR LE PROFIT DE QUI?	2
- "UN TRAVAILLEUR NON FORME EST UN POISON POUR LA PAIX SOCIALE". SELON UN SERVITEUR DE LA BOURGEOISIE	3 - 4
- LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE: DE LA POUDRE AUX YEUX !	4 - 5
- UNE GREVE A LA SONITRA: LA DÉTERMINATION DES TRAVAILLEURS A ÉTÉ PAYANTE	5 - 7
- OLEATCH : CHOMAGE TECHNIQUE BIDON !	7 - 8
- GREVE DES DOCKERS	8
- GREVE DANS LA LA FONCTION PUBLIQUE	8 - 9
- GREVE DES TRAVAILLEURS DE MOTORAGRI: COMME TOUS LES PATRONS, LE GOUVERNEMENT NE COMPREND QUE LE LANGAGE DE LA FORCE !	10
- LA GALERE DES TRAVAILLEURS DE L'EX-SITAF	11
- PAROLE DE PATRON !	12
- GREVE DES CHAUFFEURS DE LA SAGA	12
- AIR AFRIQUE: LES EMPLOYES SE MOBILISENT CONTRE LES LICENCIEMENTS	13 - 14
- IL Y A 120 ANS S'ETEIGNAIT BLANQUI	14 - 15

LAURENT GBAGBO :
"JE VEUX HUIT MOIS DE PAIX POUR RELEVER LE PAYS"?
QUELLE "PAIX" ET POUR LE PROFIT DE QUI?

De quelle "*paix*" s'agit-il ? De celle qui consiste à ce que les employés d'Air-Afrique se laissent mettre à la porte sans broncher ? De celle qui consiste à ce que les ouvriers de Motoragri se laissent crever de faim sans réagir ? Ou que les dockers se laissent gruger leur salaire sans réagir en conséquence, parce que le port serait le "*poumon de l'économie ivoirienne*" ? Ou encore que les ouvriers de Sonitra se laissent exploiter par leur patron sans revendiquer ce qui leur revient de droit ?

Eh bien oui, c'est bien de cette paix-là que parlent Gbagbo et les bourgeois qu'il représente.

Mais cette "*paix*" n'est rien d'autre qu'une guerre que les bourgeois mènent contre les travailleurs. Mais une guerre qui ne dit pas son nom. Une guerre contre laquelle la classe des travailleurs doit se laisser mourir à petit feu sans réagir. Est-ce au nom de cette "*paix*" qu'une mère de famille doit accepter de laisser son enfant souffrir de faim, de maladie et du manque d'éducation ?

Cette "*paix sociale*"-là a fait des centaines de victimes dans la classe des travailleurs; victimes d'accident du travail, de la misère, de l'exploitation, de la souffrance, du chômage, etc.

Oui, la "*trêve sociale*" réclamée par le président et son gouvernement n'a que trop duré dans ce pays.

Si les travailleurs ne veulent pas continuer à être les laissés-pour-compte, pour le plus grand profit de la classe bourgeoise, eh bien, ils ont tout intérêt à réagir comme l'ont montré les dockers, les chauffeurs de Saga, les ouvriers de Sonitra, les travailleurs de Motoragri ou encore les "*enseignants raccrochés*". Plus les travailleurs du public et du privé sauront unir leur lutte en une seule lutte d'ensemble, en touchant la bourgeoisie et son gouvernement là où ça leur fait mal, c'est à dire en bloquant tous ensemble l'activité économique, mieux ils se feront entendre et leurs intérêts de classe seront pris en compte face à la loi du profit.

Que le gouvernement ne viennent pas dire que l'argent manque. Si c'est ainsi, il n'a qu'à faire payer ceux qui ont amassé des fortunes depuis tant d'années sans rien verser à l'Etat : les Hyjaji, mais aussi les Bolloré, les Bouygues, les Aga-Khan et autres Houphouët et Bédié.

**"UN TRAVAILLEUR NON FORME
EST UN POISON POUR LA PAIX SOCIALE",
SELON UN SERVITEUR DE LA BOURGEOISIE**

Ces paroles sont d'un dirigeant d'un syndicat des travailleurs du secteur de l'alimentation. Disons qu'il s'agit-là d'un syndicaliste "alimentaire", c'est-à-dire d'un opportuniste qui mange dans la main des patrons et des tenants du pouvoir tout en se disant du côté des travailleurs.

Mais ces paroles ne sont pas d'une grande originalité car n'importe quel autre dirigeant des grands syndicats qui ont pignon sur rue comme l'Ugtci, Dignité ou Fésaci, peuvent les prononcer. Tout simplement parce que l'objectif de tous ces gens-là, c'est avant tout de préserver l'ordre sociale bourgeois, ce qu'ils appellent "la paix sociale". Ils sont même payés pour cela.

Ce sont eux, ajoutés à d'autres politiciens bourgeois, qui enseignent aux travailleurs que faire de la politique, n'est pas bon pour eux. Ils disent que les travailleurs peuvent faire du syndicalisme mais surtout pas de la politique; qu'il ne faut pas introduire celle-ci dans les syndicats. Mais, l'Ugtci, Dignité ou Fésaci, crient d'autant plus fort qu'ils ne font pas de politique ou qu'ils sont "apolitiques" que toute leur politique vise justement, en dernière analyse, à protéger les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie, surtout dans les cas où les luttes des

travailleurs vont trop loin au goût des possédants. Toute la formation qu'ils veulent bien dispenser aux travailleurs, dans le cadre des "formations syndicales" vise ce but : "revendiquer, oui. Mais toujours en respectant la loi".

Est-ce que les travailleurs de Motoragri ont respecté la loi en allant bloquer l'entrée du dépotoir d'Akouédo, empêchant toute benne d'y pénétrer ? Est-ce que les travailleurs respectent la loi quand, lors d'une grève, ils empêchent à juste raison toute activité dans l'entreprise ? Justement, non !

Et pourtant, c'est parce qu'ils ont bloqué le dépotoir d'Akouédo que Gbagbo a écouté les travailleurs de Motoragri, alors qu'ils étaient en négociation depuis 5 mois pour toucher leur salaire et en grève depuis 3 semaines, sans que rien ne bouge. Il a fallu un ou deux jours de blocage d'Akouédo pour que l'odeur fasse bouger les choses ! Pareillement pour les travailleurs de Sonitra: c'est parce qu'ils ont bloqué leur chantier qu'ils ont eu gain de cause, n'en déplaise au commissaire et aux flics qui ont défendu le camp du patron !

Les bourgeois, leurs politiciens et les dirigeants syndicalistes qui leur sont inféodés ne veulent pas que les travailleurs se mêlent de

la politique. Mais les riches et les exploités, eux, même quand ils prétendent ne pas faire de la politique, ils ont à leur disposition des hommes politiques pour diriger l'Etat, pour faire des lois en leur faveur, pour faire fonctionner les appareils de répression contre les classes laborieuses lorsque celles-ci se battent. Et seuls les travailleurs ne devraient pas s'en mêler? Mais nous ne sommes pas des robots! Nos revendications ne sont pas seulement sur les questions de salaires et de conditions de travail. Quand dans nos quartiers, il n'y a ni électricité, ni ramassage d'ordures, ni canalisation pour évacuer les eaux usées, devons-nous nous taire sous prétexte que ce sont-là des questions politiques? Quand nos enfants meurent de faim, ou de maladies, quand ils ne peuvent pas aller à l'école à cause du fait que nous n'avons pas d'argent, faut-il que nous nous taisions? Et quand les prix des marchandises augmentent alors

que nos salaires restent bloqués, faudrait-il que nous attendions le bon vouloir du patron pour obtenir des augmentations? Et tous ceux qui n'ont pas de salaires parce qu'au chômage? Ils doivent mourir la bouche ouverte? Non, toutes ces choses-là concernent tous les pauvres. Ce sont des problèmes sociaux et politiques au vrai sens du terme. Mais les exploités et l'ensemble du monde du travail, ceux des villes comme ceux des campagnes ne peuvent aucunement compter sur les politiciens professionnels car ces derniers sont au service de ceux qui profitent de cette société d'exploitation et d'oppression. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leurs luttes et leur mobilisation pour changer leur sort.

Voilà pourquoi les travailleurs ont besoin d'un parti politique propre à eux pour mieux se défendre et pour envisager un autre avenir, un autre monde que celui du capitalisme.

**LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE:
DE LA POUDRE AUX YEUX !**

On se souvient que c'est avec beaucoup de cinéma que le gouvernement a fait semblant de s'attaquer au groupe Hyjaji. Il a sélectionné d'autant plus soigneusement sa prétendue proie, en choisissant un relativement petit capitaliste libanais, qu'enfin de compte son objectif n'était pas vraiment de faire payer tous ces

voleurs et parasites. Si c'était le cas, il pouvait certainement commencer par de plus gros et récolter bien plus d'argent : Le groupe Bolloré avec ses sociétés que sont SDV-SITAB-CARENA, etc, le groupe Bouygues avec CIE-Sodéci-Séao, etc; le groupe IPS avec Filtisac, Allpack, etc. Tous ces capitalistes-là, c'est depuis des années qu'ils amassent leur fortune

en volant au passage l'Etat. La fortune des Houphouët, Bédié ou autres Ouattara, provient en partie aussi de la corruption avec ces capitalistes-là, au détriment de l'Etat.

Non, l'objectif véritable du gouvernement actuel n'est pas du tout de faire payer tous ces grands capitalistes. Parce qu'un bon chien n'attaque pas son propre maître.

Mais pour faire croire qu'il lutte contre la corruption, il s'en prend à quelques margoulins de petits calibres dans le genre du gérant de la "pharmacie Mazuet". Ce n'est certainement pas de cette façon qu'il récupérera les 11.000 milliards que représenterait le montant de la fraude au cours de ces 30 ou 40 dernières années, selon les chiffres avancés par Mamadou Koulibaly lui-même.

UNE GRÈVE A LA SONITRA:
LA DÉTERMINATION DES TRAVAILLEURS A ÉTÉ PAYANTE

La grève des ouvriers de la Sonitra qui effectuent les travaux de construction de la banque UMOA (CRRAO) au plateau a trouvé son dénouement avec la victoire des travailleurs, un mois après le début de la lutte.

Selon le journal Soir'Info, cette histoire a commencé au début du mois de janvier, suite à une lettre de revendications adressée par les travailleurs à leur patron.

La Sonitra est l'une des plus grosse et ancienne entreprise de construction et Travaux Publics en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest. Cette entreprise a fait fortune en maintenant des conditions de travail des plus scandaleuses.

Pour cacher cette face hideuse, la Sonitra emploie des prétendus tâcherons qui jouent le rôle de cache-sexe. La Sonitra se cache derrière

ces tâcherons et paye un salaire de misère aux travailleurs. Un ouvrier est payé à 250F l'heure, ce qui lui fait 2000F pour huit heures de travail. Quant au manoeuvre, il est même payé en dessous du salaire légal qui est pourtant déjà une misère. Ainsi le manoeuvre perçoit 150F de l'heure. Soit, 1200F par jour.

Les accidents de travail pour cause de manque de matériel de sécurité sur les chantiers, ne sont pas pris en charge par la Sonitra. Un travailleur accidenté ou malade est automatiquement remplacé. Que devient-il par la suite? C'est le moindre des soucis de ce capitaliste. Les travailleurs ne bénéficient ni des congés payés, ni de gratification. De plus, les heures supplémentaires sont obligatoires et non majorées.

Cette situation ne pouvait durer indéfiniment.

Les travailleurs ont adressé une lettre de revendication à la direction de la Sonitra.

Deux jours après, la direction convoqua les délégués. Mais en guise de réponse, c'était des intimidations que les travailleurs ont reçu. La direction a refusé toute responsabilité sur la situation des travailleurs. Elle s'est réfugiée derrière les tâcherons. Quant aux travailleurs, eux non plus n'entendaient pas s'en arrêter-là. Leur détermination à se mettre en grève devint encore plus grande.

La direction sentant que les choses n'allaient pas en s'arrangeant sur le chantier, elle convoqua une nouvelle rencontre le mardi 23 janvier. Lors de cette rencontre, elle s'engageait à mettre fin au système de tâcheron et signer contrat directement avec les ouvriers. Le contrat qui liait les travailleurs aux tâcherons était donc rompu. La direction s'engageait à payer les indemnités et les droits de rupture de contrat. Mais comme les travailleurs étaient sous payés, ceux-ci estimaient, à juste raison, qu'on devait aussi inclure dans le calcul tous les arriérés non perçus dus à leur réel qualification. Mais le patron, lui, ne n'entendant pas de cette oreille. Il refusa du coup d'aller plus loin.

C'est ainsi que les travailleurs déclenchèrent une grève le vendredi 26 janvier, bloquant en même temps l'accès du chantier aux autres entreprises qui

effectuent des travaux de sous-traitances.

Au cours de la nouvelle négociation qui s'est suivie, la direction recula de nouveau et accepta, en fin de compte, d'inclure dans le calcul la différence revendiquée par les travailleurs. Ainsi, les arriérés dus aux manoeuvres seront calculés selon le salaire minimum légal qui est de 211F de l'heure et pour les ouvriers, selon la catégorie 1B qui représente 356F de l'heure.

Ensuite, les travailleurs que la direction retiendra pour continuer les travaux sur ce chantier seront repris en contrat à durée déterminée avec catégorie 1A pour les manoeuvres, soit 350F de l'heure et la catégorie 2B pour les ouvriers, soit 358F de l'heure.

Mais un mois après cet accord, ne voyant toujours rien venir, les travailleurs vont se mettre de nouveau en grève le 21 février. Cette fois-ci, ils sont déterminés à obliger la direction à accélérer le processus de paiement des droits. Les travailleurs vont couper les groupes électrogènes qui alimentent le chantier et installer des barricades à l'intérieur du chantier, pour faire face à une éventuelle intervention de la police.

La direction, ayant pris peur du caractère radical du mouvement, va faire appel à la police. Deux cargos de policiers accompagnés du commissaire d'arrondissement et du commissaire du district

viendront dissuader les travailleurs.

Après une rencontre de plus de 3 heures avec les représentants des travailleurs, en présence des deux autorités de l'état, les travailleurs obligeront la

direction de la Sonitra à signer un accord stipulant le paiement effectif des droits des travailleurs le vendredi 23 février à partir de 10 heures. Ce qu'elle respecta, cette fois-ci, scrupuleusement.

**OLEATCH :
CHOMAGE TECHNIQUE BIDON !**

Les journaux ont rapporté la mise en chômage technique de plus de 40 travailleurs d'Oléatch sur les 180 que compte cette usine de transformation d'huile de palme et de coprah située dans la zone industrielle de Vridy. Elle appartenait à l'Etat sous le nom de Palmindustrie. Elle a été vendue à bas prix par Bédié au groupe IPS d'Aga-Khan qui l'a fait tourner sans aucun investissement supplémentaire notable. Au bout de quelques mois, la production avait grimpé de 30 tonnes à environ 300 tonnes par jour, limitée seulement par un manque de matière première. L'essentiel de la production était exporté en Europe, vendu en dollars. Quant à l'effectif de l'usine, il est passé de près de 150 à un peu moins de 180 travailleurs. Ce qui veut dire que non seulement le taux d'exploitation des travailleurs a augmenté de près de 10 fois depuis la privatisation, mais en plus, elle s'est accompagnée par une aggravation conséquente des conditions de travail.

En effet, pour extraire l'huile des matières

premières, la vapeur chaude pressurisée est mélangée avec des produits chimiques particulièrement nocifs pour l'organisme. L'air moite et chaud de l'usine se mélange à un brouillard de poussière qui provient des matières premières une fois l'huile extraite. Or, en multipliant la productivité par 10 avec les mêmes machines vétustes, les conditions de travail deviennent insupportables. Pour l'ouvrier, cette augmentation de la productivité se fait exclusivement à ses dépens sans aucune contre-partie. En prime, le patron lui fait bien volontiers cadeau de la fatigue et des maladies qu'il attrape en travaillant dans ces conditions pénibles.

Selon certaines sources, au bout de deux ans d'activité, le groupe IPS était déjà rentré dans ses comptes. Depuis l'exercice 1999, c'est tout bénéfice pour lui.

Aujourd'hui, sous prétexte de crise de surproduction de l'huile de palme et la chute des cours sur le marché mondial, la direction en profite pour

jeter à la rue, en "chômage technique", une partie du personnel. Pourtant, les milliards, le groupe IPS les a bien empochés dans la période précédente. Avec seulement une toute petite partie de cet argent, il pourrait continuer à payer intégralement le salaire de tous les travailleurs,

chômage ou pas, durant plusieurs années. Seulement, ce groupe capitaliste préfère acheter "Air Burkina" avec une partie de cet argent, pourtant produit exclusif de l'exploitation des ouvriers de ce groupe. Voilà comment les patrons de IPS et les patrons en général se comportent avec leurs ouvriers.

GREVE DES DOCKERS

Le 06 février, les Dockers du Port Autonome d'Abidjan (PAA) ont marqué 72 heures de grève. Leurs principales revendications portent sur le respect de l'accord conclu le mois de mars 2000 concernant l'augmentation des taux horaires; le paiement de la gratification conformément aux heures de travail effectuées; le paiement des indemnités de retraite des 158 dockers admis à la retraite au titre de l'année 1999.

Voilà des travailleurs qui triment comme des forçats, au détriment de leur famille. Mais une fois arrivés à l'âge de la retraite, ils sont jetés dehors sans même pouvoir toucher durant des mois, quand ce n'est pas des

années, leur maigre pension.

Ce secteur est qualifié par le gouvernement d'être "le poumon de l'économie ivoirienne". Dont acte. C'est en effet essentiellement grâce au travail des dockers que les biens sociaux et les marchandises de toutes sortes peuvent entrer et sortir du pays.

Alors, n'en déplaise aux tenants de la "trêve sociale" chère à Gbagbo, vive la lutte des dockers; celle qu'ils viennent de mener et celle qu'ils auront à mener pour les actifs et pour les vétérans. Ils sauront que pour être plus efficaces, il faut un lien de solidarité avec les travailleurs d'autres secteurs : entre le poumon, le foie, le coeur de l'économie, etc...

GREVE DES AGENTS DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE : LA LUTTE CONTINUE

Une catégorie des travailleurs de la fonction publique, à savoir les agents

du ministère du travail, de la fonction publique et de la Réforme Administrative,

avaient marqué 72 heures de grève, le 30 janvier dernier. Leurs principales revendications portent sur le "débloccage des avancements" catégoriels bloqués depuis une vingtaine d'année, une "prime de motivation" et l'augmentation de certaines "indemnités".

Cette grève avait été précédée par une rencontre avec le ministère du travail le 22 janvier. Le directeur de cabinet de ce ministère n'a rien trouvé d'autre à dire que de demander aux travailleurs de "renoncer à la grève" parce que "la situation socio-politique n'est pas propice à la grève".

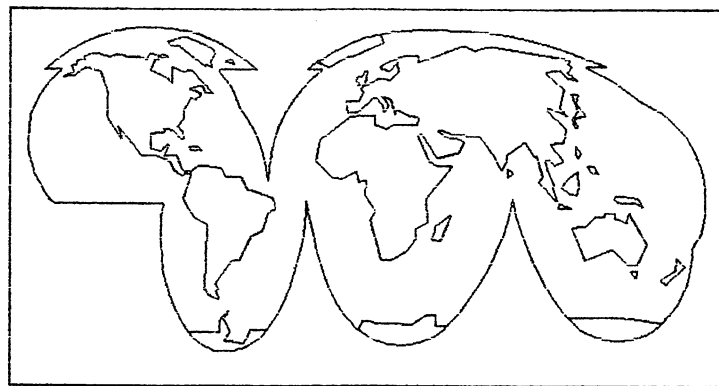
Les principaux syndicats: l'Ugtci, Dignité

et Fésaci se sont désolidarisés de cette grève, inféodés qu'ils sont au nouveau pouvoir.

Du coup, seul le SAPCI (Syndicat Autonome des Agents des Administrations Publiques de Côte d'Ivoire) avait appelé au maintien de cette grève. Même si celle-ci a été largement suivie par les agents de ce ministère, il n'en reste pas moins que le mouvement n'a touché qu'une petite minorité des fonctionnaires.

Le SAPCI a présenté ces 72 heures de grève comme un avertissement au pouvoir public. Ils promettent de remettre ça au mois de mars, si le gouvernement reste muet à leurs revendications.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

GREVE DES TRAVAILLEURS DE MOTORAGRI : COMME TOUS LES PATRONS, LE GOUVERNEMENT NE COMPREND

Motoragri, c'est cette entreprise d'Etat liée au ministère de l'agriculture. Depuis le gouvernement de Houphouët-Ouattara, puis de Bédié, elle a surtout servi, à des fins personnelles, aux ministres, députés et autres hauts dignitaires de l'Etat et du PDCI, pour aménager leur propres terrains agricoles. C'est ainsi qu'ils utilisaient gratuitement les machines agricoles et le génie civil de Motoragri.

De plus, les machines et les pièces détachées ont été bradées en sous mains, aux entreprises privées des TP, par les dirigeants de Motoragri.

Depuis, Motoragri est en quasi faillite. Voilà 6 mois que les travailleurs de cette entreprise ne perçoivent même plus leur salaire.

Toutes les démarches entreprises auprès du nouveau gouvernement sont restées vaines. Alors les travailleurs ont décidé de se mettre en grève avec blocage

de l'entrée de l'entreprise. Mais le gouvernement se moquait bien que cette entreprise qui ne tournait pas soit bloquée durant deux semaines, depuis le 17 janvier dernier.

Pour se faire entendre, il a fallu que les travailleurs aient eu l'idée de bloquer avec leurs engins l'entrée de la décharge d'Akouédo, paralysant ainsi tout le système d'évacuation des déchets de la ville d'Abidjan.

C'est après avoir été envahi par l'odeur de la pourriture, que le nouveau pouvoir a daigné payer deux mois d'arriérés sur les 6 mois à devoir aux travailleurs. Comment ces derniers peuvent-ils assurer les dépenses de 6 mois avec seulement deux mois de salaire?

Après un tel exemple, libre aux naïfs de croire que ce gouvernement travaille pour les pauvres !

L E U R S O C I E T E

LA GALERE DES TRAVAILLEURS DE L'EX-SITAF

Ils étaient au nombre de 750, les travailleurs employés par la défunte Sitaf, société de collecte des ordures d'Abidjan appartenant à la famille Castella. Cette entreprise avait arrêté ses activités en décembre 1991. Ses 750 employés avaient ensuite signé un contrat avec la mairie d'Abidjan, dirigée par N'Koumo Mobio, maire en fonction jusqu'aujourd'hui, le temps que les activités de la Sitaf ne trouvent un nouveau preneur. Ce contrat était de 9 mois pour les éboueurs et les chauffeurs, 15 mois pour les balayeurs. Il était convenu d'un commun accord qu'à la fin de leur contrat, ces travailleurs devaient percevoir leur droit s'élevant à près de 9,5 milliards de francs. Cet argent, a-t-il été versé par Castella à N'Koumo Mobio, comme l'affirment les travailleurs ? Toujours est-il que jusqu'à ce jour, près de 9 ans après, ces travailleurs n'ont toujours rien perçu. Depuis lors, 200 des 750 travailleurs sont mêmes décédés. Quant au gros des activités de l'ex-Sitaf, elle a été transmise à ASH international, une société dirigée par Ahmed Bassam, ex-haut dignitaire du PDCI. La

collecte des ordures a été par la suite répartie entre plusieurs entreprises. Parmi ces bénéficiaires figure une entreprise appartenant au même ... N'Koumo Mobio, par un membre de sa famille interposé.

Quant aux travailleurs, leur affaire avait bien été portée en justice en 1998 sous Bédié ainsi que sous Guéi. Mais elle "*n'a pas connu un dénouement favorable aux plaignants*", comme c'est souvent le cas dans la justice des riches, quand il s'agit de gros sous.

Aujourd'hui, ces travailleurs en "*appellent à la bienveillance de Laurent Gbagbo*". Mais ce qui est certain, c'est que ce dernier, comme Ouattara, Bédié ou Guéi avant lui, ne sera "*bienveillant*" envers eux que si l'odeur des ordures non collectées envahissent la présidence et chatouille le nez des bourgeois des quartiers cossus. Autrement, rien n'y fera. Parce que tous ces représentants des riches qui se succèdent au pouvoir, comme leur maître, ne sont "*bienveillants*" envers les travailleurs qu'en parole.

L E U R S O C I E T E

PAROLE DE PATRON !

Les travailleurs de TRIGONE, une entreprise de fabrication de meubles de luxe, étaient en grève le 26 janvier dernier. Ils protestaient contre la non déclaration à la CNPS, le non versement des gratifications, la suspension des congés depuis un an, le non versement des salaires à temps, des renvois abusifs,

etc.

Face à cette grève, la direction n'a rien trouvé d'autre que de dénoncer "*une déstabilisation de la société par les salariés irresponsables qui ne respectent pas les principes de base de leurs entreprises*". Sans commentaire!

GREVE DES CHAUFFEURS DE LA SAGA

Saga, c'est cette entreprise qui a le quasi monopole du transport des marchandises au Port Autonome d'Abidjan et de San-Pédro. Cette entreprise comme la Caréna, la Sitab, et bien d'autres appartiennent toutes au même groupe français Bolloré.

On comprend comment ce bourgeois fait fortune en employant en grande partie des travailleurs temporaires comme c'est le cas de ces chauffeurs, par l'intermédiaire de RMO. Ils sont payés avec un salaire de misère, sans avancement, sans même que les heures supplémentaires ne leur soient versées. Ils sont maintenus dans la précarité afin qu'à tout moment la Saga, via la RMO puisse se

débarrasser d'eux pour les remplacer.

L'esprit corporatiste de ceux d'entre eux qui dirigeaient la grève a fait qu'ils n'ont pas cherché ni trouvé la solidarité nécessaire avec d'autres travailleurs, notamment les dockers qui étaient pourtant en mouvement en même temps et au même endroit.

Les 70 ou 80 chauffeurs en grève ont été obligés de reprendre le travail, sans que leurs revendications n'aient été satisfaites.

Leurs patrons auraient tort de se réjouir trop vite car beaucoup de chauffeurs sont en colère et rien ne dit qu'ils ne feront pas mieux la prochaine fois.

AIR AFRIQUE : LES EMPLOYES SE MOBILISENT CONTRE LES LICENCIEMENTS

La compagnie Air Afrique a annoncé son "*plan de restructuration*" se traduisant par la suppression de la moitié de son effectif, soit plus de 2000 postes sur un total d'environ 4500. Selon la nouvelle direction, c'est le prix à payer pour le "*sauvetage*" de cette compagnie multinationale moribonde, endettée, que les dirigeants veulent privatiser "*dans un délai de quatorze mois au plus*".

Mais les employés de cette compagnie dont le siège ainsi qu'une grande partie du personnel sont basés à Abidjan ont raison de ne pas accepter de faire les frais de la mauvaise gestion des dirigeants. Déjà en 1988, en nommant un nouveau PDG à la tête d'Air Afrique, Houphouët Boigny avait donné son accord pour supprimer 1400 postes l'année suivante, soi-disant pour assainir les comptes de la compagnie. Ce qui n'empêcha pas celle-ci de cumuler une dette à hauteur de 200 milliards de francs CFA en 1995. Dettes dues en grande partie au fait que les Etats Africains actionnaires de cette compagnie ne payent pas leurs participations lorsque les ministres, les personnalités politiques et leurs familles prennent les vols Air Afrique. Mais une autre cause de cette dette est que les dirigeants vident les caisses de cette compagnie pour les détourner dans leurs comptes personnels.

Aujourd'hui il y aurait un "*déficit d'exploitation de 5 milliards de CFA par mois*". Le 3 février dernier un Airbus de la compagnie avait même été saisi par un créancier en mal de paiement depuis 18 mois. Les vols d'Air Afrique sont devenus tellement aléatoires que certains voyageurs se méfient de cette compagnie qu'ils appellent "*Air peut-être*" et achètent leurs billets ailleurs.

Cette compagnie est certainement en difficulté, mais pourquoi donc ce serait automatiquement les employés qui devraient en faire les frais? Pendant des dizaines d'années elle avait accumulé des profits alors que les employés avaient été toujours mal payés. Aujourd'hui, sous prétexte de difficultés financières, mais en réalité en vue de la privatisation, on veut diminuer le nombre du personnel pour faire plus de profits en faisant supporter presque la même quantité de travail à un nombre plus faible de travailleurs.

Mais aujourd'hui les employés refusent les licenciements annoncés. Un préavis de grève de 48 heures avait été lancé pour les journées du 20 et 21 février. Entre-temps, la direction prise de peur, a demandé une trêve de 72 heures afin de trouver un terrain d'entente avec les directions syndicales et de négocier les licenciements.

selon les dernières informations, la grève a finalement été déclenchée le lundi 27 février. Les avions d'Air Afrique sont semble-t-il cloués au sol. La direction de cette compagnie avait tenté de tromper le personnel en lui faisant croire qu'elle aurait reçu la promesse d'un prêt bancaire qui lui permettrait de remettre à flot ses comptes. Cela ne lui a pas réussi puisque les employés semblent motivés pour se lancer dans la lutte pour leur revendi-

cation qui est de refuser les licenciements ou tout au moins des licenciements sans compensation financière conséquente. Car ils savent qu'un licenciement aura des conséquences dramatiques pour eux et pour leur familles. On sait qu'en Afrique un petit salaire fait vivre toute une famille, et les familles sont parfois très grandes. Ils revendiquent aussi le paiement des salaires que certains d'entre eux n'ont pas perçu depuis plus de trois mois.

IL Y A 120 ANS S'ETEIGNAIT BLANQUI

Auguste Blanqui était un grand révolutionnaire français du 19^{ème} siècle. La bourgeoisie lui a fait payer très cher sa fidélité à la cause prolétarienne: il a passé 36 ans de sa vie en prison.

Né en 1805, c'est-à-dire dans les années qui ont suivi la Révolution Française, il a été l'héritier des meilleures traditions de cette grande explosion sociale. Dès son jeune âge il a été révolté par l'attitude des aristocrates monarchistes. Lors d'une émeute en 1827 il a été blessé au cou et jeté en prison. Mais très rapidement il rejoint une organisation conspirative anti-bourgeoise dirigée par Buonarroti, un ami de Babeuf, un précurseur du communisme.

Blanqui participe à de nombreuses émeutes d'ouvriers. Il lutte pour une république démocratique et égalitaire et se familiarise avec les idées de Saint Simon

et de Fourier, c'est-à-dire pour une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans les années 1830 il y a eu de nombreuses insurrections ouvrières dans les grandes villes de France telles que Lyon et Paris. Mais la grande bourgeoisie réussit à chaque fois à détourner le fruit de cette vague révolutionnaire à son profit exclusif. C'est ainsi que le roi Charles X tombe mais est remplacé au trône par Louis Philippe très lié à la grande bourgeoisie. Blanqui est persuadé qu'il faut aux ouvriers des chefs résolus capables d'instaurer "*la république sociale par et pour les pauvres*". Il est socialiste. Il a été arrêté et mis en prison plusieurs fois mais chaque fois qu'il en sort, il reprend le combat dans les organisations de cette époque appelées "*les sociétés secrètes*".

c'est ainsi qu'il a

dirigé successivement "*la société des familles*" puis "*la société des saisons*". Ces associations trouvaient un accueil sympathique auprès des ouvriers. Les éléments les plus avancés les rejoignaient.

En février 1848 le monarque Louis Philippe fut renversé à son tour par une révolution. Les bourgeois libéraux qui avaient pris la direction du mouvement contre l'ennemi commun considéraient que la révolution est terminée. Sans doute puisqu'un grand nombre d'entre eux pouvaient enfin participer aux affaires de l'Etat. Blanqui a clairement vu que cette république, pourtant instaurée grâce à trois jours d'insurrection ouvrière, ne représentait pas les intérêts des travailleurs. Il fut arrêté et jeté en prison. Quatre mois plus tard, en juin 1848 lorsque les ouvriers sont à nouveau descendus dans la rue pour que leurs aspirations sociales à eux soient prises en considération, les alliés d'hier, c'est-à-dire les bourgeois se retournèrent contre eux avec une violence sanglante.

Lorsqu'en mars 1871 le petit peuple de Paris prend le pouvoir en proclamant la Commune de Paris Blanqui est en prison aux mains de Thiers le futur bourreau du premier Etat ouvrier. La présence de Blanqui fait cruellement défaut aux communards. Lorsqu'après plusieurs mois la Commune fut écrasée par les Versaillais, Blanqui est condamné à perpétuité "*pour sa responsabilité morale*".

Blanqui était parmi les premiers à comprendre la nécessité pour les exploités de s'emparer du pouvoir d'Etat. "*Qui a du fer a du pain*" avait-il proclamé. Il pensait que cette tâche incomrait à une équipe de révolutionnaires sincères et que le peuple suivrait. Il n'avait pas vu que cette prise de pouvoir ne pouvait pas se faire indépendamment de la masse des travailleurs, de ses capacités d'organisation et de son niveau de conscience. Il n'en reste pas moins que ce grand révolutionnaire représente pour les générations de militants ouvriers y compris ceux d'aujourd'hui, le courage et le dévouement à la cause de leur classe.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.